

DIALOGUER POUR CONSTRUIRE

SÉCURISER LA CROISSANCE ECONOMIQUE PAR LA COHÉSION SOCIALE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

QUELQUES ÉLÉMENTS DE RÉFLEXION

**Par Mohammed Tawfik MOULINE
Directeur Général de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques**

Casablanca, 2 février 2011

PLAN

- **Avant Propos**
- **Lien social: un concept complexe**
- **Croissance économique et cohésion sociale : Une relation Dynamique**

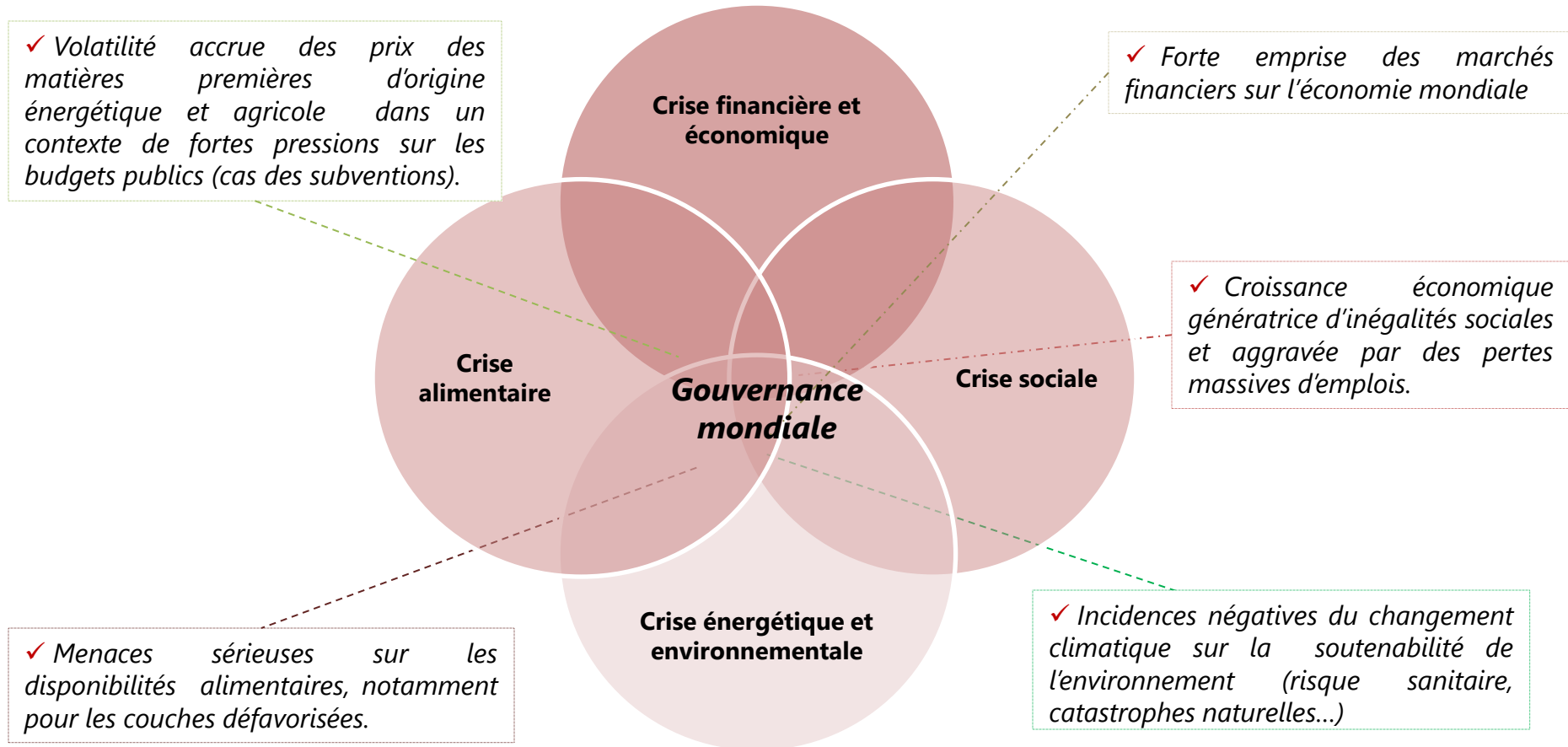


Avant Propos



Un monde de plus en plus vulnérable à des crises globales et interdépendantes...

Une crise multidimensionnelle mettant en relief les limites du mode de gouvernance actuel à résorber les dysfonctionnements du système mondial



...Entrainant plus d'incertitudes

- Un nouvel ordre mondial en gestation sous l'effet de la crise systémique internationale, laissant entrevoir l'émergence de nouveaux paradigmes, en rupture avec les repères traditionnels :
 - Une remise en question du régime de croissance libéral partout dans le monde, mettant en relief les limites des mécanismes du marché en tant que déterminants exclusifs de la création et de la définition de la valeur.
 - De grandes interrogations sur la soutenabilité du schéma d'intégration des pays en développement à l'économie mondiale tel qu'il découle de la division internationale du travail (revendications pour une position plus équitable dans la répartition de la richesse mondiale).



- Une montée en puissance des acteurs non gouvernementaux tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale.
- Une prise de conscience renforcée, mettant en exergue la nécessité de relayer les efforts de rétablissement des équilibres macroéconomiques et financiers par le renforcement de la cohésion sociale, à travers le retissage du lien social (nouveaux paradigmes séparant l'économie de marché de la société de marché).



Le lien social : un concept complexe



- **Notion diffuse**

- **difficilement appréhendable** à l'origine même de l'avènement de la sociologie .

- **Ensemble de règles de conduite, de normes et de valeurs**

- **s'établit** entre des personnes partageant une histoire, une identité, un espace commun (national, régional ou local) et des valeurs communes.

- **suppose** l'existence de liens de confiance et de solidarité entre les sociétaires.

- **conditionne** la cohésion sociopolitique et la performance économique.

=> **Sa consolidation** : une des missions fondamentales de l'Etat sous tous les régimes.



- **Peu investigué**

- Constitue **un réel sujet de préoccupation.**
- **Les grandes transformations des rapports sociaux** ont contribué à un changement des formes de solidarité, des liens entre les citoyens et entre ceux-ci et l'Etat.

- **Le restaurer et le revivifier**

- suppose **la connaissance la plus précise possible de son état.**
- est **une question d'importance stratégique.**



- **Son appréciation peut se faire à travers :**

- Le degré d'**intégration sociale**, les réseaux sociaux (famille, liens interpersonnels et de solidarité ...) et les activités communautaires (politiques, syndicales, religieuses, sportives, associatives ...).

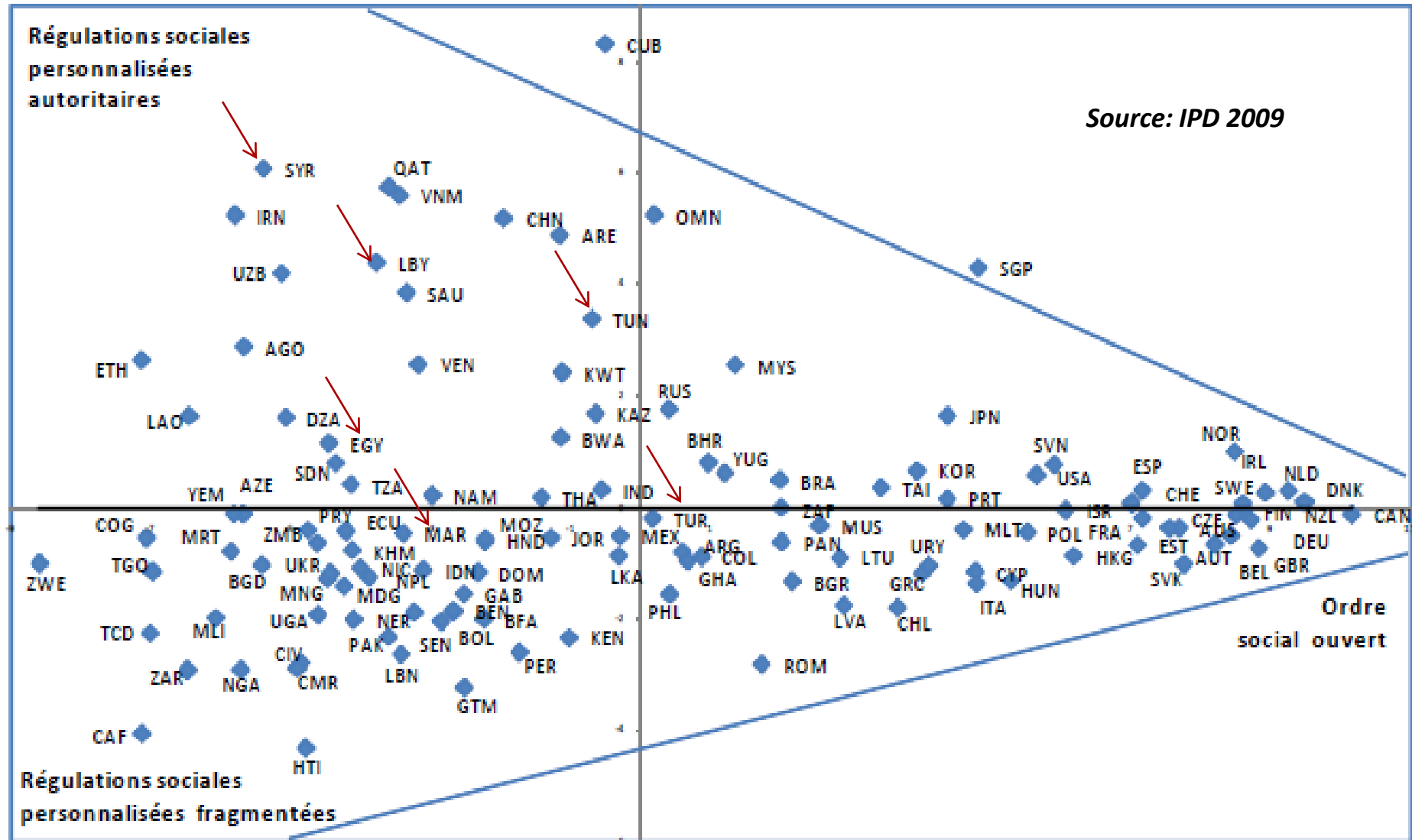
- Les **activités économiques** par leur niveau de fluidité et de densité.

- La **participation politique** directe (partis, élections) et indirecte (activités civiques).

- Les questions induites par la problématique du lien social se rattachent principalement aux dimensions liées à **l'identité**, à **l'ordre sociopolitique**, à la **cohésion sociale** et à la **confiance**.



Une forte corrélation entre l'existence d'un ordre social ouvert et le niveau de développement



Cohésion sociale-croissance économique : une relation dynamique

- **Diversité des expériences** internationales, avec des résultats souvent contrastés.
- Complexité de la question de la cohésion sociale, nécessitant le déploiement d'**approches multidisciplinaires**, favorisant un **regard croisé** et permettant de capter les **interdépendances**.
- Trois dimensions pour aborder la question de la cohésion sociale, en lien avec la croissance économique : confiance, inégalités sociales et corruption.



Corruption

**Cohésion sociale-
croissance économique**

**Confiance
institutionnelle
et
interpersonnelle**

**Inégalités
sociales**

- **Générateur de coûts directs et indirects** sur le plan économique et social

- Socle du capital social et de la stabilité politique et sociale d'un pays (Déterminant clé de la compétitivité et de l'attractivité).

- Les inégalités **grèvent le potentiel de croissance économique** surtout si elles sont liées à des inégalités de capacités (accès aux services de base, santé, éducation, logement...)

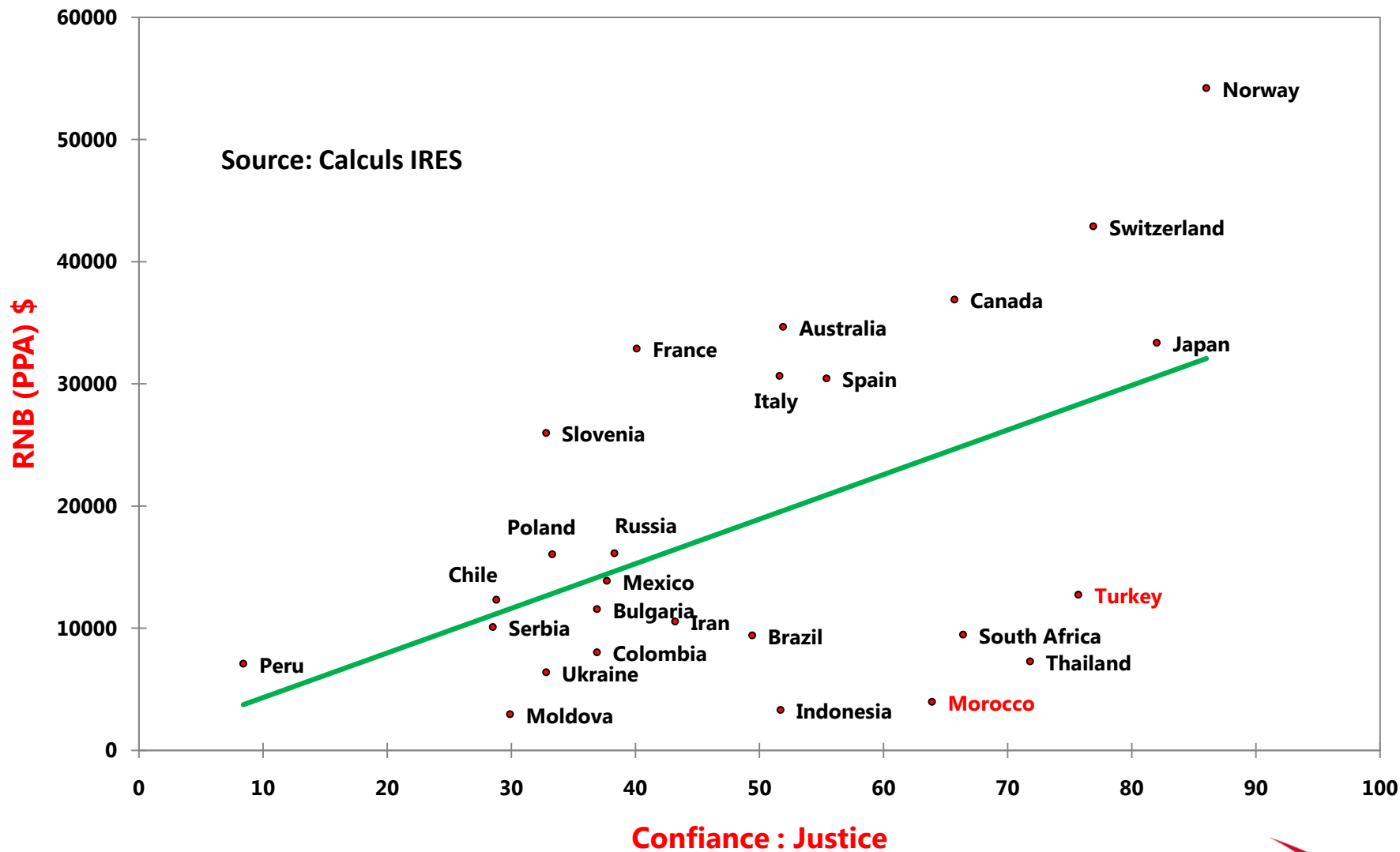


Confiance : vecteur de la cohésion sociale et de la mobilisation des acteurs autour d'une vision de développement partagée

- La confiance, perçue globalement, est un indicateur pertinent de l'état de santé d'une société. Elle renseigne sur :
 - la **qualité** fonctionnelle **des institutions**,
 - la capacité à renforcer les **relations de solidarité**,
 - l'existence d'un **système politique approprié**,
 - l'**Etat de droit**...
 - Levier structurant de la compétitivité, elle induit :
 - la prévalence de la transparence et de la concurrence,
 - la crédibilité et la légitimité des instances de régulation,
 - la fiabilité de l'environnement des affaires,
 - la grande visibilité des investisseurs nationaux et étrangers.
- ⇒ La confiance favorise la solidarité, les échanges et l'élévation du niveau de vie



Confiance dans la justice et revenu national



Sécuriser la croissance économique dans les pays en développement à travers la consolidation de la confiance institutionnelle et interpersonnelle

- Accélérer la transition des sociétés de liens à des sociétés de droit.
- Promouvoir les principes de la démocratie participative pour permettre l'appropriation par les populations des décisions, projets et programmes les concernant.
- Favoriser l'équilibre dans les relations entre l'administration, d'une part, les citoyens et les acteurs économiques et sociaux d'autre part.



- **Inégalités sociales**

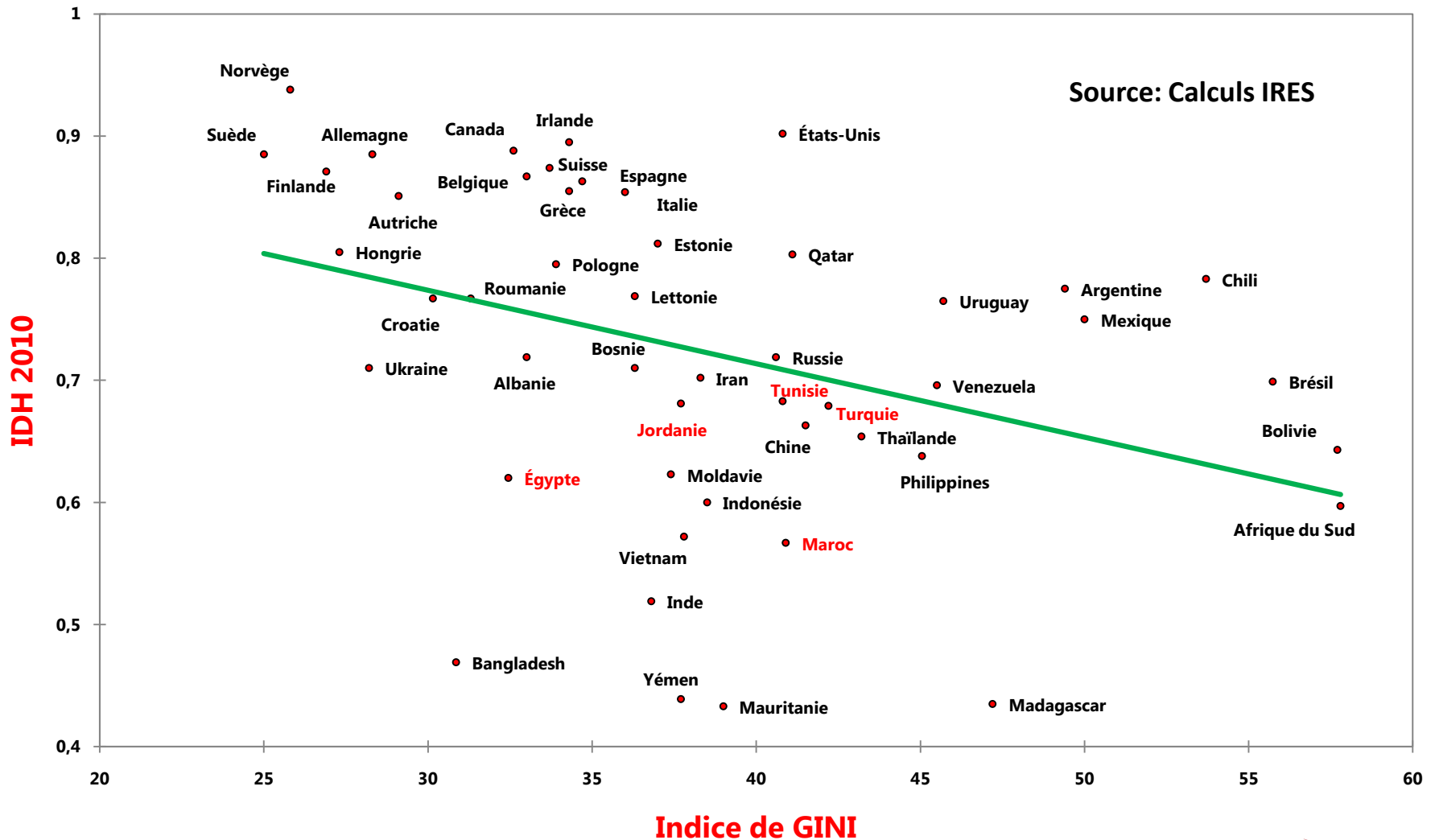
- elles sont de **revenus** mais aussi de **capacités**
- **freinent** à long terme la **croissance** et le **développement**
- fragilisent la **cohésion sociale**
- peuvent mettre en péril la **stabilité politique**
- leurs **seuils de tolérance** : une grande inconnue

=> Renforcer la connaissance des conditions et des mécanismes de leur déploiement

=> Développer les capacités nécessaires à leur réduction



Inégalités de revenus et développement humain



Réduire les inégalités sociales pour assurer la durabilité de la croissance économique dans les pays en développement

- Lutte contre les inégalités sociales et spatiales, par le biais de **politiques publiques globalement intégratrices**, mais tolérant une certaine discrimination positive en faveur des populations les plus vulnérables (femmes, personnes en situation difficile...).
- **Cohérence des politiques publiques et leur déclinaison territoriale** dans un souci de rééquilibrage du niveau de développement entre régions.
- **Renforcement des solidarités institutionnelles**, en parallèle avec la consolidation des solidarités traditionnelles.
- **Intégration des jeunes dans la vie productive** et encouragement de leur participation aux prises de décision les concernant directement et à celles concernant la communauté dans son ensemble.



Corruption : des coûts directs et indirects réduisant la croissance

- **La corruption**, phénomène social global et divers, elle touche différents secteurs : économique, social, politique, institutionnel et médiatique :

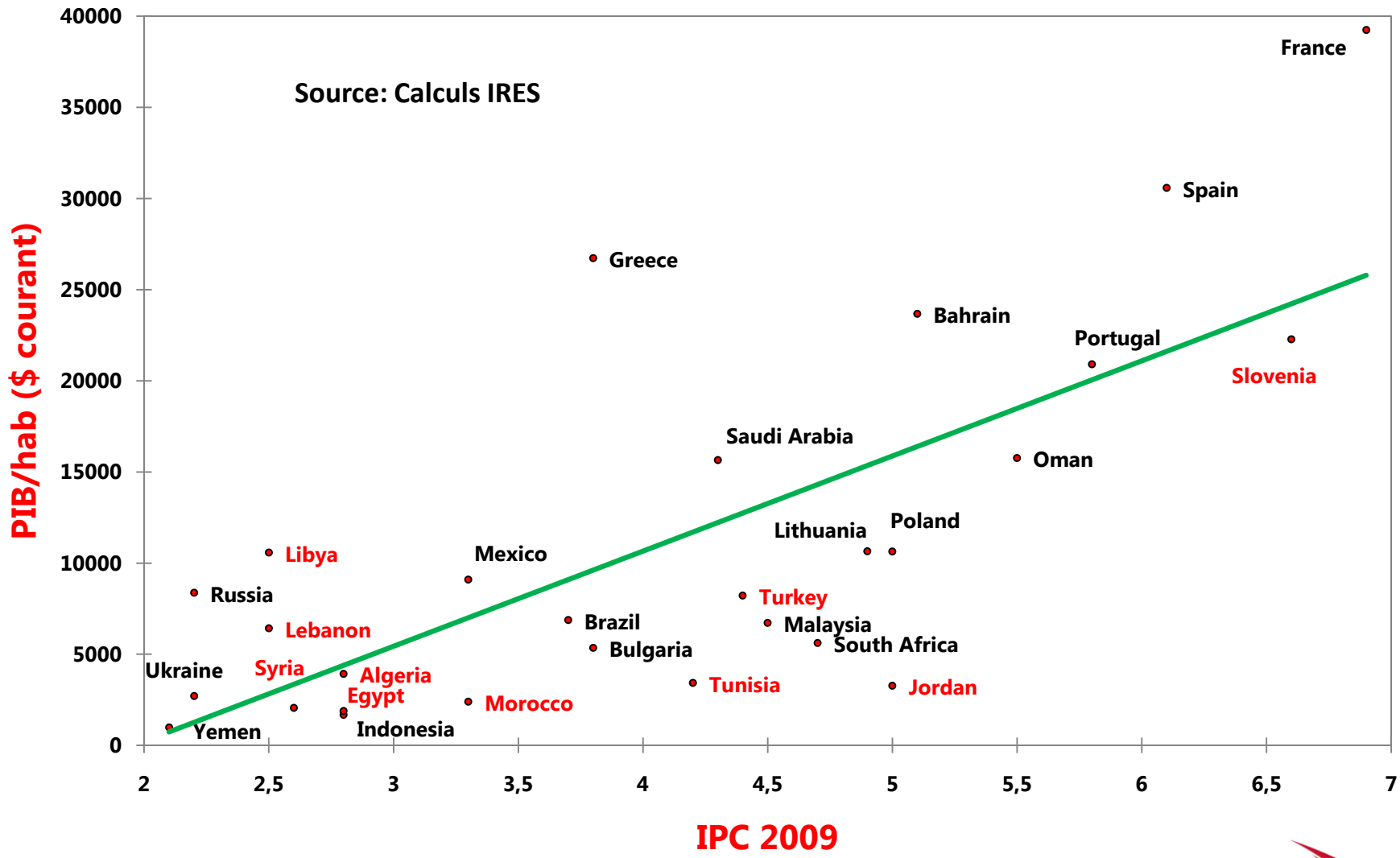
- **fragilise** le lien social ;
- **fait supporter** à la société, dans son ensemble, un coût exorbitant ;
- **ouvre** la voie à la constitution de réseaux mafieux au sein même de l'appareil d'Etat ;
- **fait régresser** la concurrence économique ;
- **déstabilise** les bases de la démocratie et prend en otage les institutions :

- => Constitue un frein à la croissance

- => Lutter efficacement contre ce phénomène crédibilise l'Etat aux yeux de la société



Indice de Perception de la Corruption en fonction du revenu par tête



Renforcer la transparence et la bonne gouvernance en vue d'une meilleure efficacité économique dans les pays en développement

- Accélération de la lutte contre la corruption dans toutes ses formes pour restaurer la confiance institutionnelle et interpersonnelle.
- Renforcement de la **crédibilité de l'Etat**, de son action et de ses institutions aux yeux des populations, des acteurs politiques, économiques et sociaux nationaux et internationaux.
- Développement d'une **culture d'évaluation** pour promouvoir l'efficacité et de **reddition des comptes** pour instaurer la primauté de l'Etat de droit.



Conclusion (1/2)

- Une nouvelle philosophie des **politiques publiques**, favorisant :
 - la transition des sociétés de liens vers **des sociétés de droit**.
 - le développement de la **solidarité** économique, sociale et spatiale.
 - l'intégration des **jeunes** et la réponse aux besoins spécifiques de cette frange de la population.
 - la valorisation de la **diversité identitaire et culturelle**.
- => **Développement d'une vision stratégique qui mobilise l'ensemble des acteurs autour d'un projet de société adapté aux spécificités de chaque pays en développement.**



Conclusion (2/2)

- Une dynamique des réformes pour asseoir les bases d'un système de gouvernance performant :
 - meilleure **gestion des contraintes** liées à la mondialisation.
 - **approfondissement et cohérence des réformes** (politiques, économiques et institutionnelles).
 - Système d'**incitations publiques, axé sur les résultats** (*carotte et bâton faisant bon ménage*).
- => **Un contrat social rénové, un vivre ensemble apaisé : clés pour sécuriser la croissance dans les pays en développement.**



MERCI POUR VOTRE ATTENTION

www.ires.ma

